

Accords de libre-échange : surveillance des répercussions dans l'optique de l'égalité entre

La théorie économique classique prend pour hypothèse que la libéralisation commerciale profite tant aux hommes qu'aux femmes et qu'elle réduit la pauvreté en augmentant la croissance économique. Bien que le commerce international puisse effectivement aider à réduire la pauvreté par la création d'emplois pour les femmes, ses répercussions sur les hommes et les femmes sont souvent différentes. Pourquoi? Le commerce touche différemment les personnes et les groupes par des changements aux emplois et aux salaires, aux revenus gouvernementaux et au traitement des marchandises. À leur tour, les décisions des gouvernements, des sociétés et des ménages influencent la nature et la portée de ces changements pour les femmes et les hommes.

Pour comprendre les incidences sexospécifiques des accords de libre-échange, des évaluations des répercussions dans l'optique de l'égalité entre les sexes doivent être menées. Elles peuvent aider à déterminer

La présente note d'analyse aborde la question de l'importance de la surveillance des répercussions des accords de libre-échange dans l'optique de l'égalité entre les sexes. Elle présente un certain nombre d'approches pour l'évaluation des répercussions sexospécifiques.

Depuis de nombreuses années, les gouvernements ont des obligations internationales de promotion des droits économiques des femmes. Par exemple, la Convention des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de 1979 stipule que tous les pays ont l'obligation de respecter divers droits économiques des femmes et de s'assurer qu'il n'y a aucune discrimination entre les hommes et les femmes. En 1995, les membres des Nations Unies ont convenu de « chercher à faire en sorte que les politiques nationales se rapportant aux accords commerciaux internationaux et régionaux n'aient pas de retombées négatives sur les activités économiques, nouvelles et traditionnelles, entreprises par les femmes » (ONU, 1995, F.1. 165. k.). Le rapport charnière de 2004 sur l'égalité entre les sexes et le commerce de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a recommandé que des analyses sexospécifiques commencent à être menées durant l'étape de négociation de tout nouvel accord de libre-échange et que les questions d'égalité entre les sexes soient intégrées aux versions définitives des textes des accords de libre-échange. Cette recommandation est importante, surtout sur le fond, car une analyse peut préciser des dispositions visant à maintenir et à promouvoir l'égalité entre les sexes, dans le texte même d'un accord ou dans les accords parallèles. Cette importance se justifie par un avertissement des possibles répercussions négatives sur les hommes et les femmes avant la signature d'un accord ainsi que sur le plan de la procédure parce que des mécanismes institutionnels, comme des délégations commerciales, peuvent être utilisés pour évaluer les répercussions d'un accord sur l'égalité entre les sexes.

Concevoir une évaluation des répercussions sur l'égalité entre les sexes

En intégrant sur une base régulière des évaluations des répercussions sur l'égalité entre les sexes aux programmes commerciaux, les fonctionnaires du gouvernement et les acteurs de la société civile et du secteur privé peuvent contribuer à l'atteinte d'objectifs communs. Les analystes des politiques et les gestionnaires de programmes commerciaux peuvent améliorer la formulation et l'application des politiques, augmentant ainsi l'efficacité, la transparence et la responsabilisation des intervenants. Les acteurs du secteur privé peuvent mieux évaluer leurs stratégies de développement commerciales ainsi que leurs codes du travail et de la responsabilité sociale d'entreprise. Les acteurs de la société civile peuvent jouer un rôle de surveillance important en aidant à soulever les problèmes ignorés par les fonctionnaires gouvernementaux et les acteurs du secteur privé.

Il existe un certain nombre de méthodes d'évaluation des répercussions commerciales, accordant chacune une importance diverse à l'égalité entre les sexes. Ces évaluations peuvent être menées avant (ex ante) ou après (ex post) l'apport d'un changement à la politique commerciale, comme la mise en pratique d'un accord de libre-échange. Le tableau 1 montre quelques-unes de ces méthodes, les répercussions qu'elles étudient et leurs objectifs.

Pour procéder à une évaluation des répercussions sur l'égalité entre les sexes, il est important de fixer des objectifs clairs dès le départ : pourquoi effectue-t-on cette évaluation, pour qui, et pendant combien de temps. Voici quelques questions à poser avant de procéder à une évaluation des répercussions sur l'égalité entre les sexes :

- Pourquoi êtes-vous intéressé par l'évaluation des répercussions commerciales dans un pays dans l'optique de l'égalité entre les sexes? Êtes-vous particulièrement intéressés par la façon dont les hommes et les femmes d'une région, d'une population ou d'un groupe peuvent être touchés par le commerce?
- Selon vous, quelles répercussions positives et négatives faut-il analyser? Quelles sont les répercussions attendues des accords commerciaux?
- Quel est le public cible de l'évaluation (p. ex., une société privée, une population régionale)?
- Quel est le résultat escompté (p. ex., une politique commerciale améliorée ou un programme d'atténuation)?
- Qui participera à l'évaluation et que faut-il faire pour y inclure tous les intervenants pertinents?

Tableau 1. Évaluation des répercussions commerciales

Type	Répercussion	Objectif
Évaluation des répercussions pour le développement durable	Évaluation ex ante qui comprend souvent une analyse des préoccupations en matière d'égalité entre les sexes	Pour tirer des projections sur les possibles répercussions environnementales, sociales et économiques directement liées aux accords de libre-échange
Évaluation des répercussions commerciales sur l'égalité entre les sexes	Évaluation ex post qui étudie les répercussions commerciales sur les hommes et les femmes	Analyser les répercussions directes et indirectes des accords commerciaux dans l'optique de l'égalité entre les sexes
Examen des répercussions commerciales	Évaluation ex post qui étudie les répercussions sur les hommes et les femmes dans les deux pays faisant partie d'un accord commercial	Comprendre les répercussions de l'apport de modifications aux politiques commerciales sur le prix des biens et services, le coût de la main-d'œuvre, et la division du travail en fonction du sexe
Cadre intégrant la dimension d'égalité entre les sexes	Évaluation ex ante qui étudie les répercussions des accords commerciaux sur l'égalité entre les sexes dans les pays en développement	Analyser les répercussions des accords commerciaux sur la concurrence des importations et les revenus, et examiner les possibles répercussions sur l'égalité entre les sexes des changements dans la composition de la population active, les conditions de travail, les salaires, le cloisonnement du marché du travail, l'accès aux ressources et leur contrôle, les charges de travail des ménages, la consommation et les services sociaux

Sources : DEVELOPMENT Solutions, CEPR, et IDPM (2009); Tran-Nguyen et Zampetti (2004); Gammage et coll. (2003); Fontana (2009).

Une fois que les objectifs et les méthodes d'évaluation sont validés par les personnes concernées, l'équipe d'évaluation doit déterminer les sources de données disponibles, les principales



catégories d'analyse qu'elle souhaite explorer, et les indicateurs sélectionnés pour surveiller les changements dans ces catégories. Il est préférable, si possible, de trianguler les sources de données qualitatives et quantitatives.

Il est aussi important de penser au moment où tenir l'évaluation des répercussions sur l'égalité entre les sexes. Dans le cas où un lien est établi entre l'analyse et un accord de libre-échange précis, l'équipe de recherche doit (1) déterminer l'année où l'accord commercial est entré en vigueur (il s'agit de l'année où les données de référence ont commencé à être recueillies) et (2) déterminer les années-repères où les indicateurs commenceront à être surveillés (par exemple, les années où les tarifs ont été ou seront réduits ou éliminés dans les secteurs d'intérêt) ou établir une période chronologique. Si l'équipe de recherche envisage d'étudier les lois et les

règlements nationaux pour la mise en pratique de l'accord commercial, elle le fera sur une longue période de temps.

Surveillance des répercussions sur l'égalité entre les sexes

Le tableau 2 présente des questions et des indicateurs qui peuvent être inclus dans les évaluations des répercussions sur l'égalité entre les sexes afin de comprendre les différentes dimensions des répercussions des accords commerciaux sur l'égalité entre les sexes.

Tableau 2. Matrice de la surveillance des répercussions sur l'égalité entre les sexes

Type de répercussion (catégorie d'analyse)	Questions clés	Indicateurs des répercussions
Salaires et conditions de travail	De quelle façon la représentation homme-femme dans la population active a-t-elle changé?	Nombre de travailleurs dans le secteur Nombre de travailleuses, par profession
	Les salaires ont-ils augmenté ou diminué?	Niveaux de salaires annuels, par profession et par sexe
	Les pourcentages des emplois en sous-traitance/non officiels ont-ils augmenté ou diminué?	Pourcentages des emplois en sous-traitance/non-officiels pour les hommes/femmes, par sexe
Perfectionnement professionnel	Le nombre d'emplois permanents a-t-il augmenté ou diminué? Cette hausse ou cette baisse s'est-elle maintenue?	Pourcentage ou nombre d'emplois officiels pour les hommes/femmes, par année et par sexe
	Les employeurs offrent-ils de la formation et des mesures incitatives pour développer les compétences de leurs employés?	Argent investi par la société dans la formation et les mesures incitatives pour les hommes/femme
	De nouvelles possibilités/catégories d'emplois ont-elles été créées pour les femmes et les hommes?	Nombre et types de nouveaux emplois pour les hommes/femmes, par société
	La ségrégation entre les sexes selon la profession a-t-elle augmenté ou diminué (net ou comparativement aux autres secteurs)?	Nombre de travailleurs/travailleuses, par profession
Sécurité sociale	Y a-t-il un fossé entre les sexes dans la prestation d'avantages sociaux (sécurité sociale/santé)?	Nombre de travailleurs/travailleurs couverts par un régime d'avantages sociaux, par type
Discrimination	Est-ce que l'écart salarial entre les hommes et les femmes s'est accentué ou a-t-il diminué?	Niveaux de salaire, par profession et par sexe
	Les protocoles d'embauche interdisent-ils la discrimination selon le sexe (tant pour les hommes que pour les femmes) par les petites, moyennes et grandes entreprises du secteur et sont-ils appliqués?	Sources primaires (protocoles d'embauche) et secondaires
Concurrence des petites et moyennes entreprises (PME)	Est-ce que les programmes ou les initiatives de stimulation du commerce ciblent les petites, les moyennes et les grandes entreprises?	Nombre de petites, moyennes et grandes entreprises ciblées, par secteur/région, par entreprises dirigées par des femmes
	Les PME reçoivent-elles les services de formation et d'information nécessaires leur permettant d'accéder à de nouveaux marchés d'exportation?	Nombre de PME ciblées Nombre d'entreprises dirigées par des femmes ciblées Type(s) de formation et d'information

	Les petites entreprises ciblées par des programmes de stimulation du commerce doivent-elles surmonter des obstacles particuliers?	Nombre d'entreprises bénéficiaires dirigées par des femmes/minorités Nombre d'initiatives propres au sexe ou à une minorité
Accès aux biens/ressources	Les propriétaires d'entreprises (hommes et femmes) ont-ils accès à suffisamment de ressources et de capital ainsi qu'aux nouveaux marchés d'exportation?	Niveaux du capital de démarrage, par secteur et par entreprise
	La distribution de la propriété des terres a-t-elle changé? L'insécurité alimentaire est-elle devenue un problème dans les principales régions touchées par le secteur?	Sources primaires (politiques et règlements de propriété des terres) Nombre de programmes alimentaires pour les enfants dans les écoles, par région
	Les mouvements migratoires ont-ils changé dans les principales régions touchées par le secteur?	Tendances de migration interne, par région

Données

Toute évaluation des répercussions du commerce sur l'égalité entre les sexes dépend de l'accessibilité à des données ventilées par sexe récentes et fiables. Par conséquent, nous recommandons d'utiliser plusieurs sources de données et un mélange de données qualitatives et quantitatives.

Diverses sources de données sont accessibles à l'échelle nationale, comme les organismes statistiques nationaux et les enquêtes nationales sur les exportations et le marché du travail. De plus, un certain nombre d'organisations multilatérales compilent des données sur le marché du travail, le commerce et les exportations de chaque pays. Les principales sont les suivantes : la base de données sur les indicateurs clés du marché du travail de l'Organisation internationale du Travail, les statistiques sur la main-d'œuvre et la population de la Conférence des Nations sur le commerce et le développement (UnctadStat), et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Ces sources sont loin d'être exhaustives et elles ne répondent donc pas aux besoins des chercheurs intéressés par une analyse par sexe plus étendue de la promotion du commerce et des exportations. Le besoin pour des groupes qui encadrent le commerce est criant (pas seulement des ministères du Commerce, mais aussi des partenaires de l'industrie) afin de recueillir une gamme plus diversifiée de données ventilées par sexe. Par exemple, des enquêtes sur le nombre d'entreprises dirigées par des femmes, sur les entreprises dont la proportion de femmes aux postes de cadres est élevée, sur les entreprises ayant un nombre élevé d'employés de sexe féminin, et sur les taux de réussite des PME qui accèdent à de nouveaux marchés seraient très utiles pour la surveillance des répercussions du commerce sur l'égalité entre les sexes.

Références

Development Solutions, CEPR (Centre for Economic Policy Research), et IDPM (Institute for Development Policy and Management in the School of Environment and Development at the University of Manchester). 2009. *EU-Andean Trade Sustainability Impact Assessment*. Rapport final financé par la Direction générale du commerce de la Commission européenne. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/april/tradoc_146014.pdf.

Fontana, Marzia. 2009. *Gender Justice in Trade Policy: The Gender Effects of Economic Partnership Agreements*. Londres : One World Action.

Gammage, Sarah, Helene Jorgensen, Eugenia McGill, avec Marceline WHITE. 2003. *Framework for a Trade Impact Review*. Washington D.C.: *Women's Edge Coalition*.

Tran-Nguyen, Anh-NGA, et Americo Beviglia Zampetti, eds. 2004. *Trade and Gender: Opportunities and Challenges for Developing Countries*. Réseau interinstitutions des Nations Unies pour les femmes et l'égalité des sexes et Équipe spéciale sur la parité et le commerce. New York et Genève : Nations Unies.

Nations Unies. 1995. Platform for Action. Quatrième conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, Beijing, septembre. <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/economy.htm>

*La présente note d'analyse de l'INS s'appuie sur le rapport de recherche de Barbara MacLaren intitulé **Accords de libre-échange au Pérou et en Colombie : surveillance des répercussions dans l'optique de l'égalité entre les sexes**. Cette recherche a été menée dans le cadre du projet Égalité entre les sexes et accords de libre-échange canadiens du Programme d'assistance technique liée au commerce Canada-Amériques (ATCCA) qui est financé par l'Agence canadienne de développement international et réalisé par le Conference Board of Canada.*